

Accord professionnel

INDUSTRIES ÉLECTRIQUES ET GAZIÈRES

ACCORD DU 29 MAI 2008
RELATIF AU PLAN D'ÉPARGNE INTERENTREPRISES (PEI)

NOR : ASET0851077M

Article 1^{er}

Objet

Le présent accord a pour objet le développement de l'épargne salariale et de l'épargne retraite au sein des entreprises de la branche des industries électriques et gazières : les signataires du présent accord conviennent de mettre en place un plan d'épargne interentreprises (PEI) accessible à toutes les entreprises de la branche afin de faciliter ultérieurement la mise en place d'un plan d'épargne retraite collectif interentreprises (PERCO-I).

Ce dispositif, créé en application des articles L. 3331-1 et suivants du code du travail (dans sa numérotation au 1^{er} mai 2008), est destiné à collecter l'épargne salariale dans le cadre juridique du plan d'épargne interentreprises (PEI).

Article 2

Champ d'application

Le présent accord est applicable de droit à l'ensemble des entreprises de la branche professionnelle des industries électriques et gazières situées en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer à la condition que ces entreprises ne disposent pas d'un PEE ou d'un PEG.

En conséquence, une entreprise qui met un terme à son propre plan d'épargne entre dans le champ d'application du PEI de la branche professionnelle. A l'inverse, une entreprise qui crée son propre plan d'épargne ne relève plus du PEI de branche.

Article 3

Bénéficiaires

Les salariés relevant des entreprises visées à l'article 2 peuvent épargner dans le cadre du PEI, sous réserve qu'ils justifient d'une ancienneté de 3 mois (1) dans l'entreprise concernée à la date du premier versement sur le plan.

Les anciens salariés de l'entreprise qui l'ont quittée pour un motif autre que le départ en inactivité peuvent rester adhérents au plan, mais ne peuvent effectuer de nouveaux versements. Toutefois, lorsque le versement de l'intéressement et/ou de la participation, au titre de la dernière période d'activité des salariés, intervient après leur départ de l'entreprise, ils peuvent affecter cet intéressement et/ou cette participation au plan. Dans ce cas, l'intéressement placé peut bénéficier de l'abondement éventuellement prévu par l'entreprise.

Les anciens salariés retraités peuvent continuer à épargner dans le cadre du PEI, à la condition qu'ils aient déjà versé dans celui-ci avant leur départ en inactivité, et qu'ils n'aient pas clos leur compte. Les versements volontaires ne peuvent cependant plus bénéficier de l'abondement éventuellement prévu par l'entreprise.

Dans les entreprises dont l'effectif habituel comprend au moins 1 et au plus 100 salariés, les dirigeants visés à l'article L. 3332-2 du code du travail (dans sa numérotation au 1^{er} mai 2008) peuvent également bénéficier du plan.

Article 4

Alimentation du plan

Il est convenu que le compte de chacun des adhérents au PEI peut être alimenté par les sommes provenant :

Des versements volontaires du bénéficiaire :

Chaque bénéficiaire qui le désire, effectue des versements au PEI, selon une périodicité restant à définir avec le teneur de registres de comptes, figurant dans le bulletin d'adhésion du bénéficiaire.

Des sommes issues de l'intéressement :

Le bénéficiaire peut demander à ce que sa quote-part d'intéressement d'entreprise soit versée au PEI, dans un délai de 15 jours maximum, à compter de la date de son versement (sous réserve des dispositions spécifiques, pour le cas de l'intéressement de projet ou de supplément d'intéressement) après prélèvement de la CSG et de la CRDS. La quote-part d'intéressement ou la partie de celle-ci, versée dans le PEI, bénéficie d'une exonération d'impôt sur le revenu dans la limite, chaque année, de 50 % du plafond annuel de la sécurité sociale, si elle est versée dans ce délai.

Des sommes issues de la participation si elle existe :

Les sommes constituant la réserve spéciale de participation (ou du supplément de participation, sous réserve des dispositions spécifiques propres à ce supplément) peuvent être investies, après prélèvement de la CSG et de la

(1) Pour la détermination de l'ancienneté requise, sont pris en compte tous les contrats de travail exécutés de façon continue ou discontinuée au cours de l'exercice sur lequel sont calculés les droits des salariés et les 12 mois qui le précèdent.

CRDS, selon le choix de chaque bénéficiaire souhaitant épargner au PEI, sous réserve que le PEI soit mentionné parmi les affectations possibles de ces sommes dans l'accord de participation applicable à l'entreprise.

Le versement s'effectue avant le premier jour du 4^e mois qui suit la clôture de l'exercice comptable, au titre duquel la participation est attribuée. Le versement de la participation au PEI ne peut faire l'objet d'aucun abondement.

Des sommes issues des droits à participation, détenues en compte courant bloqué (CCB) :

Si elles sont transférées sur le PEI, dans les 2 mois suivant la fin de leur période légale d'indisponibilité.

Des versements complémentaires éventuels de l'entreprise (abondement) :

Au titre du PEI (indépendamment de la prise en charge légalement obligatoire des frais de fonctionnement du PEI).

Des droits inscrits à un compte épargne-temps (sous réserve que l'accord CET dans lequel le salarié a épargné l'ait prévu) :

Ces versements sont soumis à cotisations et contributions sociales et assujettis à l'impôt sur le revenu selon des modalités prévues par le code général des impôts.

Des sommes provenant d'un autre plan d'épargne salariale :

PEE, PEG, PEI ou PEI de branche : dans les conditions fixées par la législation en vigueur et conformément aux dispositions de l'article 5 du présent accord.

Les souscripteurs qui se sont engagés à faire des versements volontaires réguliers ont la faculté de réviser, sur simple demande, le montant de leur contribution volontaire ; par ailleurs, ils peuvent effectuer, en cours d'année, des versements exceptionnels.

Le total des versements volontaires annuels, intéressement compris, effectués par un même bénéficiaire dans un PEG, PEE ou PEI et dans un PERCO ou PERCO-I et PERCO de groupe, ne peut excéder 1/4 :

- de sa rémunération annuelle, s'il est salarié ;
- de sa pension de retraite ou de son allocation de préretraite, s'il est retraité ou préretraité ;
- de son revenu professionnel soumis à l'impôt sur le revenu au titre de l'année précédente, s'il est dirigeant d'une entreprise dont l'effectif habituel comprend au moins 1 et au plus 100 salariés ;
- du montant du plafond annuel de sécurité sociale, s'il n'a perçu aucune rémunération au cours de l'année précédente et s'il est un salarié dont le contrat est suspendu.

La participation, les montants versés au titre de l'abondement et les sommes transférées d'autres PEE, PEG ou PEI n'entrent pas dans le calcul de ce plafond de versement.

Les transferts des droits CET sont considérés comme des versements volontaires. A ce titre, ils doivent être pris en considération pour le calcul de ce total.

Article 5

Transfert des sommes en provenance d'un autre plan d'épargne salariale

Les bénéficiaires visés à l'article 3 du présent accord ont la possibilité de transférer dans le PEI les sommes qui auront notamment été épargnées au titre du plan d'épargne d'entreprise (PEE), du plan d'épargne groupe (PEG), d'un plan d'épargne interentreprises d'une autre branche professionnelle que celle des IEG.

Ces sommes ne sont pas prises en compte dans le plafond annuel de versement du quart de la rémunération annuelle brute du salarié si elles sont transférées dans le PEI et ne donnent lieu ni à abondement ni aux prélèvements sociaux obligatoires en vigueur qui seront reportés lors de la délivrance ultérieure des avoirs.

Les salariés qui viennent d'être embauchés par une entreprise entrant dans le champ d'application du présent PEI ont la possibilité de demander à leur ancien employeur le transfert des sommes investies dans leurs anciens PEE, PEG, PEI, même si les sommes qui leur avaient été attribuées précédemment n'étaient pas encore disponibles. En revanche, le transfert de ces sommes ne génère aucun abondement, de la part de leur entreprise d'appartenance, au moment du transfert.

Les périodes d'indisponibilité des sommes ainsi transférées dans le PEI ne sont pas modifiées, les périodes de blocage déjà courues sont prises en compte pour le calcul du délai de blocage restant à courir.

Article 6

Modalités de l'aide de l'entreprise

6.1. Abondement

Pour faciliter la constitution de l'épargne, les signataires du présent accord recommandent aux entreprises de compléter les versements du salarié par un abondement.

En aucun cas l'abondement ne peut être conçu comme un complément de salaire. L'abondement est collectif. Il ne peut se substituer à aucun élément de salaire et ne peut être déterminé en fonction de l'appréciation portée sur les salariés dans l'exercice de leurs fonctions.

A l'exception de la participation qui ne peut pas faire l'objet d'un abondement dans le cadre du PEI, l'entreprise peut choisir d'abonder tous les versements des bénéficiaires (intéressement ou autres versements) ou seulement certains d'entre eux, dans les limites définies par cet accord. L'entreprise peut choisir un taux d'abondement différent par type de versement dans les limites du plafond légal.

L'abondement est défini par année civile. Les modalités d'abondement retenues doivent être communiquées au salarié au plus tard le 31 décembre de l'année précédente.

L'abondement peut être renouvelé par tacite reconduction annuellement. Il peut être modifié ou supprimé chaque année par l'employeur qui en informe l'organisme gestionnaire et les salariés.

Les signataires du présent accord incitent les entreprises à retenir une formule à taux dégressif d'abondement en retenant deux ou plusieurs tranches de versements volontaires comportant pour chacune un taux d'abondement et

un plafond d'abondement, le taux retenu pour la seconde tranche étant inférieur au taux précédent (exemple : l'entreprise abonde à hauteur de 150 % les versements volontaires jusqu'à un certain plafond, puis à hauteur de 100 % jusqu'à un plafond plus élevé).

L'employeur opère son choix en déterminant le taux ainsi que le plafond applicable à chaque type de versement (versements volontaires, intéressement, transferts ayant lieu à l'expiration de la période d'indisponibilité) parmi les options suivantes :

Taux applicable : chaque versement ou placement peut être abondé à un taux compris entre 10 % et 300 %, par multiple de 10, selon le choix de l'employeur.

Plafond applicable : par an et par épargnant, l'abondement versé par l'entreprise est compris entre 100 € et le multiple de 100 € strictement inférieur à 8 % du plafond annuel de la sécurité sociale, par multiple de 100 €, selon le choix de l'employeur.

L'employeur effectue le versement de l'abondement dans le PEI en même temps que les versements volontaires de l'épargnant, déduction faite des prélèvements sociaux obligatoires.

L'abondement des versements dans le PEI faisant l'objet d'un plafond légal, tout bénéficiaire d'abondement, versé au titre d'autres plans d'épargne collectifs en provenance d'autres entreprises, est tenu de le déclarer à l'entreprise à laquelle il appartient.

Le montant total de l'abondement ne peut excéder 8 % du plafond annuel de la sécurité sociale par salarié et par an, tous plans d'épargne confondus (art. 3332-11 du code du travail dans sa numérotation au 1^{er} mai 2008).

6.2. Frais de tenue des comptes des salariés

Chaque entreprise prend à sa charge les frais de tenue de compte individuel des bénéficiaires de l'entreprise. Ces frais sont facturés par le teneur de comptes aux entreprises à raison du nombre de bénéficiaires au PEI et/ou du nombre d'opérations réalisées par eux.

Ces frais incombent aux porteurs de part concernés et sont débités par prélèvement sur leurs avoirs, dans la mesure où ils ne sont plus employés depuis plus de 1 an par une entreprise entrant dans le champ d'application du présent accord, pour un motif autre que le départ en inactivité.

En cas de départ en inactivité, les frais de tenue de compte restent à la charge de l'entreprise dernier employeur du bénéficiaire, pour autant qu'elle entre dans le champ d'application du présent accord.

Certaines prestations ou opérations à caractère facultatif peuvent faire l'objet d'une tarification à la charge du bénéficiaire. Les salariés en sont informés dans les conditions prévues à l'article 10.

6.3. Frais de gestion des FCPE

Les frais de gestion sur encours des fonds sont pris en charge par les entreprises au prorata des encours détenus par les bénéficiaires respectifs.

Les éventuelles commissions de souscription des fonds sont également prises en charge par les entreprises lorsqu'elles proviennent de versements volontaires, du placement de l'intéressement ou de la participation.

Article 7

Affectation des sommes épargnées

Sous réserve de l'accord des conseils de surveillance, les fonds communs de placement d'entreprise proposés aux bénéficiaires comme support de placement seront les suivants :

- EGEPARGNE 1 ;
- EGEPARGNE 2 ;
- EGEPARGNE Sécurité ;
- EGEPARGNE Croissance.

Les caractéristiques des différents fonds et les notices d'informations réglementaires sont présentées en annexe au présent accord.

Les porteurs de parts d'un fonds commun de placement d'entreprise peuvent demander l'arbitrage de tout ou partie de leurs avoirs vers un autre fonds commun de placement d'entreprise. Cet arbitrage est effectué à la première date de la valeur liquidative qui suit la demande. L'opération ainsi réalisée est sans effet sur la durée de blocage et n'ouvre pas droit à un nouvel abondement.

L'entreprise prend en charge au minimum une modification annuelle de choix de placement, à l'exception de la part variable quand elle existe.

Article 8

Conseil de surveillance des FCPE

Les FCPE visés à l'article 7 du présent accord disposent chacun d'un conseil de surveillance, dont le rôle, la composition et les modalités de fonctionnement sont décrits dans le règlement de chaque fonds.

Article 9

Tenue de comptes et du registre du plan d'épargne

Tous les versements au plan sont inscrits sur le compte individuel plan d'épargne du salarié.

Le teneur de comptes est NATIXIS Interépargne, avenue du Maréchal-Montgomery, 14029 Caen Cedex.

NATIXIS Interépargne est également le teneur de registre du PEI de branche par délégation des entreprises conformément à l'article R. 3332-15 du code du travail dans sa numérotation au 1^{er} mai 2008.

Article 10

Information des salariés

Information collective

Les salariés sont informés du présent dispositif par tout moyen à la convenance de l'entreprise.

Information individuelle

Les entreprises remettent à tout salarié, lors de son embauche (quel que soit le type de contrat de travail dont il est titulaire), un livret d'épargne salariale, présentant l'ensemble des dispositifs d'épargne salariale en vigueur dans ces entreprises.

Tout salarié quittant son entreprise reçoit un état récapitulatif des sommes et valeurs mobilières épargnées ou transférées au sein du PEI.

Par ailleurs, toute acquisition de parts au nom des salariés donne lieu à la remise à chaque épargnant d'un relevé d'opérations. L'épargnant reçoit, en outre, chaque année un relevé de compte individuel qui fait apparaître les références de l'ensemble des établissements financiers gérant les sommes et valeurs épargnées par ces salariés, dans le cadre des dispositifs d'épargne salariale.

Lorsqu'un bénéficiaire quitte définitivement l'entreprise, celle-ci l'informe qu'en conséquence tous ses droits sont disponibles, ceux-ci pouvant être, au gré de l'intéressé, soit liquidés, soit maintenus dans le(s) fonds commun(s), soit transférés dans le plan d'épargne du nouvel employeur s'il y a lieu.

En cas de changement d'adresse, il appartient au bénéficiaire d'en aviser son entreprise et l'établissement teneur de comptes en temps utile. Lorsque le bénéficiaire ne peut plus être joint à la dernière adresse indiquée par lui, la conservation des parts des FCPE continue d'être assurée par l'organisme qui en est en charge et auprès duquel l'intéressé peut les réclamer, jusqu'à l'expiration du délai de la prescription trentenaire.

Article 11

Revenus et produits des placements

Les revenus et produits des titres, valeurs et avoirs compris dans les FCPE du PEI sont automatiquement réinvestis et capitalisés au sein des FCPE. Ils ne donnent pas lieu à l'émission de parts nouvelles et augmentent, à due concurrence, la valeur liquidative des parts.

Article 12

Indisponibilité des avoirs

Les parts de FCPE inscrites au compte des bénéficiaires ne deviennent disponibles qu'au terme d'une période de blocage de 5 ans courant à compter de la date d'acquisition.

Pour les sommes issues de la participation : pour toutes les parts acquises au cours d'un exercice, la période de blocage débute le premier jour du 4^e mois qui suit la date de clôture de l'exercice comptable de l'entreprise précédant la date d'acquisition.

Pour les sommes ne relevant pas de la participation : pour toutes parts acquises au cours d'une année civile, la période de blocage débute le 1^{er} avril de ladite année.

Article 13

Déblocage anticipé

Les participants peuvent demander le déblocage anticipé de leurs avoirs dans les cas autorisés par la législation en vigueur et selon les conditions définies par celle-ci.

La demande du salarié doit être présentée dans un délai de 6 mois à compter de la survenance du fait générateur, sauf dans les cas de la cessation du contrat de travail, décès du conjoint (ou de la personne liée au bénéficiaire par un pacte civil de solidarité), invalidité ou surendettement.

a) Mariage de l'intéressé ou conclusion d'un pacte civil de solidarité par l'intéressé ;

b) Naissance ou arrivée au foyer d'un enfant en vue d'une adoption dès lors que le foyer compte déjà au moins 2 enfants à charge ;

c) Divorce, séparation ou dissolution d'un pacte civil de solidarité lorsqu'ils sont assortis d'un jugement prévoyant la résidence habituelle unique ou partagée d'au moins 1 enfant au domicile de l'intéressé ;

d) Invalidité du bénéficiaire, de ses enfants, de son conjoint ou de la personne qui lui est liée par un pacte civil de solidarité. Cette invalidité s'apprécie au regard des dispositions du code de la sécurité sociale ou doit être reconnue par décision de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées ou de la commission départementale de l'éducation spéciale, conformément aux dispositions en vigueur ;

e) Décès du salarié, de son conjoint ou de la personne liée au bénéficiaire par un pacte civil de solidarité ;

f) Cessation du contrat de travail (dont départ en inactivité) ;

g) Affectation des sommes épargnées à la création ou reprise par le salarié, ses enfants, son conjoint ou la personne liée au bénéficiaire par un pacte civil de solidarité, d'une entreprise industrielle, commerciale, artisanale ou agricole, soit à titre individuel, soit sous la forme d'une société, à condition d'en exercer effectivement le contrôle au sens de l'article R. 5141-2 du code du travail (dans sa numérotation au 1^{er} mai 2008), à l'installation en vue de l'exercice d'une autre profession non salariée, ou à l'acquisition de parts sociales d'une société coopérative de production ;

h) Affectation des sommes épargnées à l'acquisition ou à l'agrandissement de la résidence principale emportant création de surface habitable nouvelle, telle que définie à l'article R. 111-2 du code de la construction et de l'habitation sous réserve de l'existence d'un permis de construire ou d'une déclaration préalable de travaux ou à la remise en état de la résidence endommagée à la suite d'une catastrophe naturelle reconnue par arrêté ministériel ;

i) Situation de surendettement du participant, conformément aux dispositions du code de la consommation, sur demande adressée au teneur des registres de comptes, soit par le président de la commission de surendettement des particuliers, soit par le juge, lorsque le déblocage des droits leur paraît nécessaire à l'apurement du passif de l'intéressé.

Il en sera de même pour tout autre cas de déblocage fixé ultérieurement par la réglementation.

La levée anticipée de l'indisponibilité est facultative et intervient sous forme d'un versement unique qui porte, au choix du participant, sur tout ou partie des droits susceptibles d'être débloqués. En cas de déblocage partiel, le solde des avoirs reste indisponible jusqu'à la date de fin d'indisponibilité, sauf survenance d'un nouveau cas de déblocage anticipé.

En cas de décès du bénéficiaire, l'entreprise avertit les ayants droit, s'ils sont connus, d'une épargne réalisée au titre du PEI. Il appartient aux ayants droit de demander la liquidation après information par l'organisme gestionnaire du montant des droits acquis.

Article 14

Clause de sauvegarde

Les termes du présent accord ont été arrêtés au regard des dispositions légales et réglementaires applicables à la date de sa conclusion.

En cas de modification de ces dispositions, les règles d'ordre public s'appliqueront à l'accord sans que les parties aient à négocier, dans les conditions qui sont prévues par la loi ; s'il ne s'agit pas de dispositions d'ordre public, les parties se réuniront pour en tirer les conséquences et rédiger, éventuellement, un avenant.

A défaut, seules les dispositions de l'accord s'appliqueront.

Article 15

Durée et entrée en vigueur

Le présent accord entre en vigueur le 1^{er} janvier 2009. Il est conclu pour une durée indéterminée, dans le respect des dispositions légales.

Article 16

Commission de suivi

Elle est composée de 2 représentants par organisation signataire de l'accord et d'autant de membres représentant les employeurs.

Elle a pour objet d'assurer le suivi quantitatif et qualitatif de cet accord. Elle pourra entendre le(s) représentant(s) des sociétés de gestion désignées dans le présent accord. Elle se réunira au minimum une fois par an, pour faire le point sur l'accord. Les membres de la commission recevront, à cette occasion, différentes informations concernant le reporting d'activité, le reporting financier.

Elle peut également se réunir à titre exceptionnel à la demande de 40 % de ses membres.

Article 17

Révision et dénonciation de l'accord

Les modalités de révision et de dénonciation sont celles prévues par les dispositions légales en vigueur.

Article 18

Extension

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent accord aux ministres chargés de l'énergie et du travail, dans les conditions prévues à l'article R. 713-1 du code du travail dans sa version antérieure au 1^{er} mai 2008 (article non transposé).

Article 19

Dépôt et publicité

Le dépôt, auprès de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DDTEFP), s'effectue par la partie la plus diligente, à compter de la signature de l'accord, selon les dispositions légales en vigueur et doit intervenir avant le premier versement.

Par ailleurs, les entreprises visées à l'article 2 sont tenues de porter à la connaissance des salariés l'existence du PEI de branche, selon les modalités propres à l'entreprise.

Article 20

Annexes

Sont annexées au présent règlement les notices d'information des fonds communs de placement concernés. Toute modification de ces notices motivée par une mesure d'ordre réglementaire sera annexée au présent accord sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Fait à Paris, le 29 mai 2008.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

UFE ;
UNEMIG.

Syndicats de salariés :

FCE-CFDT ;
CFE-CGC ;
CMTE-CFTC ;
FNME-CGT ;
FNEM-FO.

NOTICE D'INFORMATION

du Fonds Commun de Placement d'Entreprise

EGEPARGNE 1


N° de code AMF : 990000010709

Un Fonds Commun de Placement d'Entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est-à-dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés et anciens salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.

La gestion du FCPE est contrôlée par un Conseil de Surveillance, composé de représentants des salariés et de représentants de l'entreprise. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE dans les cas prévus par ce dernier. Le conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.



**L'adhésion au présent FCPE emporte acceptations des dispositions contenues dans son règlement.
Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE « EGEARGNE 1 » sur simple demande auprès de son entreprise.**

Le FCPE « EGEARGNE 1 » est un :

 Fonds commun de placement multientreprises, ouvert aux salariés et anciens salariés d'Electricité de France, Gaz de France, ainsi qu'à toute entreprise adhérente au fonds, après accord du conseil de surveillance.

Le Fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code monétaire et financier.

Créé pour l'application :

-  des divers plans d'épargne d'entreprise établis entre les entreprises Electricité de France et Gaz de France et leur personnel et des divers plans d'épargne d'entreprise établis entre les autres sociétés adhérentes et leur personnel,
-  des divers accords de participation pouvant exister éventuellement dans certaines sociétés adhérentes.

Le Conseil de Surveillance est composé de :

 Deux (2) salariés porteurs de parts représentant les porteurs de parts salariés ou anciens salariés des Groupes Electricité de France et Gaz de France, désignés par chacune des organisations syndicales représentatives au plan national des personnels de ces groupes, soit douze (12) membres.

Ces membres représentent également les porteurs de parts salariés et anciens salariés des entreprises adhérentes autres qu'Electricité de France ou Gaz de France et leurs filiales ; ils sont alors mandatés par le Comité d'Entreprise, à défaut par les Délégués du Personnel de la société concernée ou, dans le cas des entreprises dépourvues de représentation syndicale, par chaque porteur de part.

 Deux (2) représentants pour chacun des Groupes EDF et Gaz de France désignés par leur direction respective.

Pour les entreprises adhérentes autres qu'EDF ou Gaz de France et leurs filiales, un de ces représentants est désigné comme mandataire par la direction de l'entreprise concernée.

Orientation de gestion du fonds :

Le Fonds « EGEARGNE 1 » est classé dans la catégorie FCPE « Obligations et autres titres de créances libellés en euro ».

A ce titre, le FCPE est en permanence exposé sur un ou plusieurs marchés de taux de pays de la zone euro. L'exposition au risque action ne doit pas excéder 10% de l'actif net.

Objectif de gestion et stratégie d'investissement :

Investi en produits de taux de la zone euro, ce FCPE a pour objectif de sur-performer sur le long terme son indicateur de référence. Le Fonds est géré dans une fourchette de sensibilité aux taux d'intérêt de 0 à 4.

L'indicateur de référence se compose de :

| Classe d'actif | Indice de référence | Poids |
|--------------------|---------------------|---------------|
| Actions | | 7% |
| Europe | Dow Jones Stoxx 600 | 7% |
| Obligations | | 46,5 % |
| Zone euro | Euro MTS 3-5 ans | 46,5 % |
| Monétaire | | 46,5 % |
| Zone euro | Eonia | 46,5 % |

NB :

- L'indice **Dow Jones Stoxx 600** est constitué des 600 principales valeurs européennes. Cet indice est publié par Dow Jones Stoxx. Il est disponible sur le site internet www.stoxx.com.

- L'indice **Euro MTS 3/5 ans** est un indice obligataire qui mesure la performance du marché des emprunts d'Etat de la zone euro dont la maturité résiduelle est comprise entre 3 et 5 ans. Cet indice est publié par MTS Group. Il est disponible sur le site internet www.autoritsindex.fr/m.

- L'**EOIA (Euro Overnight Index Average)** est le taux au jour le jour moyen pondéré, calculé par la Banque Centrale Européenne à partir de données quotidiennes fournies par un échantillon de banques. Il est disponible sur le site internet www.ecb.int/ebor/eng/.

Pour sur-performer cet indicateur, le gérant pourra s'écarter sensiblement de cette allocation théorique, tout en respectant les limites de l'allocation d'actif décrites ci-après.

La détermination des allocations d'actifs est réalisée dans le cadre d'un processus d'investissement en trois étapes :

- ☐ une allocation stratégique définie en fonction des analyses économiques générales,
- ☐ une allocation tactique cherchant les opportunités de marché,
- ☐ un choix d'actions et d'obligations privilégiant les meilleurs rendements/risque.

Profil de risque :

La performance du FCPE dépend majoritairement de l'évolution des marchés sur lesquels le FCPE est investi, dans le cadre de la stratégie d'investissement décrite au paragraphe précédent. Dans ces conditions, le capital investi pourrait ne pas être intégralement restitué, y compris pour un investissement réalisé sur la durée de placement recommandée.

Les principaux risques sont les suivants :

- **Risque de taux d'intérêt** : Le FCPE est en permanence investi pour une part importante de son actif en instruments de taux. De ce fait, sa valeur liquidative peut être amenée à baisser dans une période de hausse des taux d'intérêt. En raison de sa stratégie d'investissement, le FCPE est soumis à un risque de taux important.

- **Risque de crédit** : Il s'agit du risque de défaillance de l'émetteur et du risque de dépréciation pouvant affecter les titres en portefeuille résultant de l'évolution des marges émetteurs (écartement des spreads). En raison de sa stratégie d'investissement, le FCPE est soumis à un risque de crédit important.

- **Risque de change** : accessoire.

- **Risque actions** : Le FCPE est en permanence investi pour une partie restreinte de son actif en actions. De ce fait, sa valeur liquidative peut être amenée à baisser dans une période de recul des indices boursiers européens. En raison de sa stratégie d'investissement, le FCPE est soumis à un risque actions très faible.

Durée de placement recommandée :

La durée de placement recommandée est d'au moins 2 ans. Celle-ci ne tient pas compte de la durée d'indisponibilité qui est de 5 ans.

Composition de l'OPCVM :

Dans ce cadre, le FCPE est exposé à hauteur de 60 % au moins en obligations et autres titres de créance libellés en euro, directement ou via des OPCVM.

Le solde du portefeuille pourra être exposé, au maximum, à 30 % aux produits monétaires de la zone euro, directement ou via des OPCVM et, au maximum, à 10 % aux actions, directement ou via des OPCVM.

Une partie des investissements monétaires est réalisée à travers des obligations à taux variable à référence monétaire.

Intervention sur les marchés à terme ou optionnels dans un but de protection de portefeuille en vue de la réalisation de l'objectif de gestion : oui

Le FCPE peut investir sur des instruments à terme ou optionnels négociés sur des marchés réglementés ou organisés, français ou étrangers. Dans ce cadre, et en vue de réaliser l'objectif de gestion, le gérant peut prendre des positions en vue de couvrir le portefeuille contre les éventuels mouvements de cours que pourraient subir les actions ou les obligations constitutives du portefeuille.

Le FCPE peut également intervenir sur des titres intégrant des dérivés à savoir les warrants et les options, ainsi que les bons de souscription (dans la limite de 10 % de l'actif net du Fonds).

Marchés : Marchés réglementés ou organisés, français ou étrangers.

Instruments utilisés : options, warrants, futures et bons de souscription.

Fonctionnement du fonds :

Périodicité de calcul de la valeur liquidative :

La valeur liquidative est calculée en euro sur les cours d'ouverture de Bourse, chaque vendredi, sauf le cas où le jour ouvré précédant ou suivant le vendredi est une fin de mois (si la Bourse est fermée le vendredi, le calcul des valeurs de parts se fait le 1^{er} jour ouvré suivant), en divisant l'actif net par le nombre de parts existantes.

La valeur liquidative n'est pas publiée les jours fériés au sens du Code du Travail ; le traitement des opérations de souscription et de rachat est alors effectué sur la valeur liquidative du premier jour ouvré suivant.

Conformément aux dispositions de l'article 411-31 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers, elle est transmise à l'Autorité des marchés financiers le jour même de sa détermination. Elle est mise à disposition du Conseil de Surveillance à compter du premier jour ouvrable qui suit sa détermination et affichée dans les locaux de l'entreprise et de ses établissements. Le Conseil de Surveillance peut obtenir sur sa demande communication des valeurs liquidatives calculées.

Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :

Affichage dans les locaux de l'entreprise et de ses établissements.
NATIXIS ASSET MANAGEMENT, 21, Quai d'Austerlitz - 75634 PARIS CEDEX 13
Tél. : 0 692 707 921 (0,34 €/mn)
Répondeurs des entreprises : 01 43 69 04 04 et 01 47 54 37 37
Minitel : 3615 egpargne
Internet : www.egpargne.com

La composition de l'actif du FCPE est publié chaque semestre :

Elle est communiquée au Conseil de surveillance et à l'entreprise, auprès desquels tout porteur peut la demander. Un rapport annuel de gestion, arrêté à la date du dernier jour de Bourse du mois de décembre, est par ailleurs adressé à l'entreprise et au Conseil de surveillance. Il est à la disposition de tous les porteurs de parts qui en font la demande.

Etablissement chargé des souscriptions et rachats de parts : Agence ÉGÉPARGNE (au sein de NATIXIS INTEREPARGNE), 14047 CAEN CEDEX 4

Modalité de souscription et de rachat :

Appports et retraits :

- en numéraire

Mode d'exécution :

- prochaine valeur liquidative

Commission de souscription : 0,40% maximum du montant versé destinée à être rétrocédée à la société de gestion au titre de sa prestation commerciale

- à la charge de l'entreprise

Commission de rachat :

- néant

Arbitrage vers un autre FCPE du Plan d'épargne :

- oui

Commission d'arbitrage : 0,10%

- acquis au fonds et pris en charge par les porteurs de parts

Frais :

Frais de fonctionnement et de gestion :

- commission de gestion administrative et comptable : 0,50 % maximum l'an de l'actif net du fonds (hors parts de FCP), dégressive comme suit :

- à la charge de l'Entreprise

- o 0,50 % sur la tranche inférieure à 1 524 490,17 € ,
- o 0,25 % sur la tranche comprise entre 1 524 490,17 € et 76 224 508,62 € ,
- o 0,125 % sur la tranche comprise entre 76 224 508,62 € et 152 449 017,24 € ,
- o 0,0624 % sur la tranche au-delà de 152 449 017,24 € .

Ces frais sont à la charge de l'Entreprise et sont perçus trimestriellement. Ils sont calculés et provisionnés lors de l'établissement de chaque valeur liquidative.

NATIXIS ASSET MANAGEMENT n'ayant pas opté pour le régime de la TVA, les commissions de gestion administrative et comptable n'y sont pas actuellement assujetties.

- honoraires du contrôleur légal des comptes : 0,01 % (TTC) maximum l'an de l'actif net du fonds.




- à la charge du fonds

Commissions de mouvement perçues par la société de gestion :

- sur les actions : 0,40 %, avec un minimum de 51 euros par transaction ;
- sur les obligations : 0,04 % ;
- sur les OPCVM : néant.

Affectation des revenus du fonds :


- Réinvestissement dans le fonds

| | |
|---|---|
|  Frais de tenue des comptes individuels : | - à la charge de l'entreprise y compris en ce qui concerne les porteurs de parts ayant quitté l'entreprise et les retraites ou préretraites |
|  Délai d'indisponibilité : | - 5 ans |
|  Disponibilité des parts : | - 1 ^{er} jour du 4 ^{ème} mois (participation seule ou avec PEE) - dernier jour du 6 ^{ème} mois (PEE seul) |

Modalités relatives aux demandes de remboursements anticipés et à échéance :

Les porteurs de parts bénéficiaires ou leurs ayants droits peuvent demander le rachat de tout ou partie de leurs parts dans les conditions prévues dans l'accord de participation et/ou le plan d'épargne. Les demandes de rachats accompagnées s'il y a lieu des pièces justificatives, sont à adresser, éventuellement par l'intermédiaire de l'Entreprise au teneur de comptes conservateur des parts du Fonds et sont exécutées au prix de rachat calculé conformément aux modalités prévues dans le règlement dans un délai n'excédant pas quinze jours ouvrés après l'établissement de la première valeur liquidative suivant la réception de la demande.

 **Valeur de la part à la constitution du fonds :** 15,24 €

 **Nom et adresse des intervenants :**

- ⇒ Société de gestion : NATIXIS - SSET MANAGEMENT - 21-quai d'Austerlitz - 75634 Paris Cedex 13.
- ⇒ Déléataire de la gestion administrative et comptable : NATIXIS INVESTOR SERVICES - 45, rue Saint-Dominique - 75007 PARIS.
- ⇒ Dépositaire : NATIXIS - 30, av. Pierre Mendès France - 75013 PARIS.
- ⇒ Contrôleur légal des comptes : PRICEWATERHOUSE COOPERS AUDIT - 32, rue de Guersant - 75017 PARIS.
- ⇒ Teneur de compte conservateur des parts : NATIXIS INTERÉPARGNE - 68-76, Quai de la Rapée 75606 PARIS CEDEX 12.

Ce FCPE a été agréé par la COB, le 13 mai 1982

Date de la dernière mise à jour de la notice : le 20 février 2008

A la fin de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE "EGEPARGNE 1". La société de gestion tient à la disposition de chaque porteur de parts un exemplaire du rapport annuel qui peut être, en accord avec le conseil de surveillance, remplacé par un rapport simplifié comportant une mention indiquant que le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l'entreprise.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.

NOTICE D'INFORMATION

du Fonds Commun de Placement d'Entreprise

EGEPARGNE 2


N° de code AMF : 990000025499

Un Fonds Commun de Placement d'Entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est à dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.

La gestion du FCPE est contrôlée par un Conseil de Surveillance, composé de représentants des salariés et de représentants de l'entreprise. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE dans les cas prévus par ce dernier. Le conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.



**L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement.
Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement du FCPE « EGEARGNE 2 » sur simple demande auprès de son entreprise.**

Le FCPE « EGEARGNE 2 » est un :


 Fonds commun de placement multientreprises, ouvert aux salariés et anciens salariés d'Electricité de France, Gaz de France, ainsi qu'à toute entreprise adhérent au fonds, après accord du conseil de surveillance.


Le Fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code monétaire et financier.

Créé pour l'application :

 des divers Plans d'Epargne d'Entreprise établis entre les entreprises Electricité de France et Gaz de France et leur personnel et des divers Plans d'Epargne d'Entreprise établis entre les autres sociétés adhérentes et leur personnel,
 des divers accords de participation pouvant exister éventuellement dans certaines sociétés adhérentes.

Le Conseil de Surveillance est composé de :

 Deux (2) salariés porteurs de parts représentant les porteurs de parts salariés ou anciens salariés des Groupes Electricité de France et Gaz de France, désignés par chacune des organisations syndicales représentatives au plan national des personnels de ces groupes, soit douze (12) membres.
Ces membres représentent également les porteurs de parts salariés et anciens salariés des entreprises adhérentes autres qu'Electricité de France ou Gaz de France et leurs filiales : ils sont alors mandatés par le Comité d'Entreprise, à défaut par les Délégués du Personnel de la société concernée ou, dans le cas des entreprises dépourvues de représentation syndicale, par chaque porteur de part.

 Deux (2) représentants pour chacun des Groupes Electricité de France et Gaz de France désignés par leur direction respective.
Pour les entreprises adhérentes autres qu'Electricité de France ou Gaz de France et leurs filiales, un de ces représentants est désigné comme mandataire par la direction de l'entreprise concernée.

Orientation de gestion du fonds :

Le Fonds « EGEARGNE 2 » est classé dans la catégorie FCPE « Diversifié ».
A ce titre, le FCPE gère de façon discrétionnaire, dans le respect des ratios prévus par la réglementation, des actifs financiers de la zone euro ou étrangers (valeurs mobilières et instruments financiers à terme).

Objectif de gestion et stratégie d'investissement :

Investi, dans les mêmes proportions, en actions des grandes places boursières internationales et en produits de taux de la zone Euro, ce FCPE a pour objectif de sur-performer sur le long terme son indicateur de référence.

L'indicateur de référence se compose de :

| Classe d'actif | Indice de référence | Poids |
|--------------------|---------------------|-------------|
| Actions | | 50 % |
| Europe | Dow Jones Stoxx 600 | 50 % |
| Obligations | | 40 % |
| Zone Euro | Euro MTS 3-5 ans | 40 % |
| Monétaire | | 10 % |
| Zone Euro | Eonia | 10 % |

NB :

- L'indice **Dow Jones Stoxx 600** est constitué des 600 principales valeurs européennes. Cet indice est publié par Dow Jones Stoxx. Il est disponible sur le site internet www.stoxx.com.
- L'indice **Euro MTS 3/5 ans** est un indice obligataire qui mesure la performance du marché des emprunts d'Etat de la zone euro dont la maturité résiduelle est comprise entre 3 et 5 ans. Cet indice est publié par MTS Group. Il est disponible sur le site internet www.euromtssindex.com.
- L'**EURONIA (Euro Overnight Index Average)** est le taux au jour le jour moyen pondéré, calculé par la Banque Centrale Européenne à partir de données quotidiennes fournies par un échantillon de banques. Il est disponible sur le site internet www.euribor.org.

Pour sur-performer cet indicateur, le gérant pourra s'écarter sensiblement de cette allocation théorique, tout en respectant les limites de l'allocation d'actif décrites ci-après.

La détermination des allocations d'actifs est réalisée dans le cadre d'un processus d'investissement en trois étapes :

- ☐ une allocation stratégique définie en fonction des analyses économiques générales,
- ☐ une allocation tactique cherchant les opportunités de marché,
- ☐ un choix d'obligations et d'actions privilégiant les meilleurs rendements/risque.

Dans le domaine des actions, le gérant investira essentiellement sur des titres à large capitalisation boursière et représentatifs des grands indices boursiers.

Profil de risque :

La performance du fonds dépend majoritairement de l'évolution des marchés sur lesquels le FCPE est investi, dans le cadre de la stratégie d'investissement décrite au paragraphe précédent. Dans ces conditions, le capital investi pourrait ne pas être intégralement restitué, y compris pour un investissement réalisé sur la durée de placement recommandée.

Les principaux risques sont les suivants :

- **Risque actions** : Le FCPE est en permanence investi pour une partie importante de son actif en actions. De ce fait, sa valeur liquidative peut être amenée à baisser dans une période de recul des indices boursiers européens. En raison de sa stratégie d'investissement, le FCPE est soumis à un risque actions important.
- **Risque de taux** : Le FCPE est en permanence investi pour une partie importante de son actif en instruments de taux. De ce fait, sa valeur liquidative peut être amenée à baisser dans une période de hausse des taux d'intérêt. En raison de sa stratégie d'investissement, le FCPE est soumis à un risque de taux important.
- **Risque de crédit** : Il s'agit du risque de défaillance de l'émetteur et du risque de dépréciation pouvant affecter les titres en portefeuille résultant de l'évolution des marges émetteurs (écartement des spreads). En raison de sa stratégie d'investissement, le FCPE est soumis à un risque de crédit modéré.
- **Risque de change** : Le FCPE est soumis à un risque de change. En effet, pour les investissements effectués dans une devise autre que l'euro, il existe un risque de baisse de cette devise par rapport à la devise de référence du FCPE, l'euro. Ce risque peut entraîner une baisse de la valeur liquidative. En raison de sa stratégie d'investissement, le FCPE pourra être soumis à un risque de change supérieur à 30 % de l'actif pour ce qui concerne les valeurs mobilières étrangères hors zone Euro.

Durée de placement recommandée :

La durée de placement recommandée est d'au moins 5 ans.

Composition de l'OPCVM :

Le Fonds sera exposé entre 40% minimum et 60% maximum en actions, directement ou via des OPCVM.

Les zones prépondérantes sont les pays de la Communauté européenne.

Le solde du portefeuille pourra être exposé entre 40% minimum et 60 % maximum en produits de taux, principalement dans des pays de la zone Euro, directement ou via des OPCVM.

Intervention sur les marchés à terme ou optionnels dans un but de protection de portefeuille et/ou réalisation de l'objectif de gestion, avec une possibilité de surexposition : oui

Le FCPE peut investir sur des instruments à terme ou optionnels négociés sur des marchés réglementés ou organisés, français ou étrangers. Dans ce cadre, et en vue de réaliser l'objectif de gestion, le gérant peut prendre des positions en vue de couvrir le portefeuille contre les éventuels mouvements de cours que pourraient subir les actions ou les obligations constitutives du portefeuille.

Le FCPE peut également intervenir sur des titres intégrant des dérivés à savoir les warrants et les options, ainsi que les bons de souscription (dans la limite de 10 % de l'actif net du Fonds).

Marchés : Marchés réglementés ou organisés, français ou étrangers.

Instruments utilisés : options, warrants, futures et bons de souscription.

Fonctionnement du fonds :

Périodicité de calcul de la valeur liquidative :

La valeur liquidative est calculée en euro sur les cours d'ouverture de Bourse, chaque vendredi, sauf le cas où le jour ouvré précédant ou suivant le vendredi est une fin de mois (si la Bourse est fermée le vendredi, le calcul des valeurs de parts se fait le 1^{er} jour ouvré suivant), en divisant l'actif net par le nombre de parts existantes.

La valeur liquidative n'est pas publiée les jours fériés au sens du Code du Travail ; le traitement des opérations de souscription et de rachat est alors effectué sur la valeur liquidative du premier jour ouvré suivant.

Conformément aux dispositions de l'article 411-31 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers, elle est transmise à l'Autorité des marchés financiers le jour même de sa détermination. Elle est mise à disposition du Conseil de Surveillance à compter du premier jour ouvrable qui suit sa détermination et affichée dans les locaux de l'entreprise et de ses établissements. Le Conseil de Surveillance peut obtenir sur sa demande communication des valeurs liquidatives calculées.

Lieu et mode de publication de la valeur liquidative :








Affichage dans les locaux de l'entreprise et de ses établissements.
NATIXIS ASSET MANAGEMENT, 21, Quai d'Austerlitz - 75634 PARIS CEDEX 13
Tél. : 0 892 707 921 (0,34 €/mn)
Répondeurs des entreprises : 01 43 69 04 04 et 01 47 54 37 37
Minitel : 3615 egepargne
Internet : www.egepargne.com

La composition de l'actif du FCPE est publié chaque semestre :

Elle est communiquée au Conseil de surveillance et à l'entreprise, auprès desquels tout porteur peut la demander. Un rapport annuel de gestion, arrêté à la date du dernier jour de Bourse du mois de décembre, est par ailleurs adressé à l'entreprise et au Conseil de surveillance. Il est à la disposition de tous les porteurs de parts qui en font la demande.

Etablissement chargé des souscriptions et rachats de parts : Agence ÉGÉPARGNE (au sein de NATIXIS INTEREPARGNE), 14047 CAEN CEDEX 4

Modalité de souscription et de rachat :

- | | |
|---|---|
|  Apports et retraits : | - en numéraire |
|  Mode d'exécution : | - prochaine valeur liquidative |
|  Commission de souscription : 0,40% maximum du montant versé destinée à être rétrocédée à la société de gestion au titre de sa prestation commerciale | - à la charge de l'entreprise |
|  Commission de rachat : | - néant |
|  Arbitrage vers un autre FCPE du Plan d'épargne : | - oui |
|  Commission d'arbitrage : 0,25% | - acquis au fonds et pris en charge par les porteurs de parts |
|  Frais : | |

Frais de fonctionnement et de gestion :

- | | |
|--|-------------------------------|
| - commission de gestion administrative et comptable : 0,50 % maximum l'an de l'actif net du fonds (hors parts de FCP), dégressive comme suit : | - à la charge de l'Entreprise |
| o 0,50 % sur la tranche inférieure à 1 524 490,17 € , | |
| o 0,25 % sur la tranche comprise entre 1 524 490,17 € et 76 224 508,62 € , | |
| o 0,125 % sur la tranche comprise entre 76 224 508,62 € et 152 449 017,24 € , | |
| o 0,0624 % sur la tranche au-delà de 152 449 017,24 € . | |





Ces frais sont à la charge de l'Entreprise et sont perçus trimestriellement. Ils sont calculés et provisionnés lors de l'établissement de chaque valeur liquidative.

NATIXIS ASSET MANAGEMENT n'ayant pas opté pour le régime de la TVA, les commissions de gestion administrative et comptable n'y sont pas actuellement assujetties.

- | | |
|---|------------------------|
| - honoraires du contrôleur légal des comptes : 0,01 % (TTC) maximum l'an de l'actif net du fonds. | - à la charge du fonds |
|---|------------------------|



Commissions de mouvement perçues par la société de gestion :

- sur les actions : 0,40 %, avec un minimum de 51 euros par transaction ;
- sur les obligations : 0,04 % ;
- sur les OPCVM : néant.

| | |
|---|---|
| <u>Frais de gestion indirects:</u> | - néant |
|  Affectation des revenus du fonds : | - Réinvestissement dans le fonds |
|  Frais de tenue des comptes individuels : | - à la charge de l'entreprise y compris en ce qui concerne les porteurs de parts ayant quitté l'entreprise et les retraités ou préretraités |
|  Délai d'indisponibilité : | - 5 ans |
|  Disponibilité des parts : | - 1 ^{er} jour du 4 ^{ème} mois (participation seule ou avec PEE) - dernier jour du 6 ^{ème} mois (PEE seul) |

Modalités relatives aux demandes de remboursements anticipés et à échéance :

Les porteurs de parts bénéficiaires ou leurs ayant droits peuvent demander le rachat de tout ou partie de leurs parts dans les conditions prévues dans l'accord de participation et/ou le plan d'épargne. Les demandes de rachats accompagnées s'il y a lieu des pièces justificatives, sont à adresser, éventuellement par l'intermédiaire de l'Entreprise au teneur de comptes conservateur des parts du Fonds et sont exécutées au prix de rachat calculé conformément aux modalités prévues dans le règlement dans un délai n'excédant pas quinze jours ouvrés après l'établissement de la première valeur liquidative suivant la réception de la demande.

| | |
|---|---|
|  Valeur de la part à la constitution du fonds : | 15,24 € |
|  Nom et adresse des intervenants : | <p>⇒ Société de gestion : NATIXIS ASSET MANAGEMENT – 21-quai d'Austerlitz – 75634 Paris Cedex 13.</p> <p>⇒ Déléataire de la gestion administrative et comptable : NATIXIS INVESTOR SERVICING – 45, rue Saint-Dominique – 75007 PARIS.</p> <p>⇒ Dépositaire : NATIXIS – 30, av. Pierre Mendès France – 75013 PARIS.</p> <p>⇒ Contrôleur légal des comptes : PRICEWATERHOUSE COOPERS AUDIT – 32, rue de Guersant – 75017 PARIS.</p> <p>⇒ Teneur de compte conservateur des parts : NATIXIS INTERÉPARGNE – 68-76, Quai de la Rapée 75606 PARIS CEDEX 12.</p> |

Ce FCPE a été agréé par la COB, le 6 juin 1984

Date de la dernière mise à jour de la notice : le 20 février 2008

A la fin de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE "EGEPARGNE 2". La société de gestion tient à la disposition de chaque porteur de parts un exemplaire du rapport annuel qui peut être, en accord avec le conseil de surveillance, remplacé par un rapport simplifié comportant une mention indiquant que le rapport annuel est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès de l'entreprise.

La présente notice d'information doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.

Notice d'information
du fonds commun de placement d'entreprise
EGEPARGNE SECURITE
 Numéro de code AMF: 05574

Compartment : oui ☒ non
Nourricier : oui ☒ non

Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est à dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.

La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance, composé de représentants des porteurs de parts et de représentants de l'entreprise. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille et de décider de l'apport des titres en cas d'offre publique. Le Conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.

L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement. Le souscripteur peut obtenir sans frais communication du règlement du FCPE EGEPARGNE SECURITE sur simple demande auprès de son entreprise.

Le FCPE est un : fonds multi-entreprises
 Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code monétaire et financier.

Créé pour l'application : des accords de participation éventuellement conclus par les sociétés adhérentes pour leur personnel et/ou des Plans d'Epargne d'Entreprise (PEE) éventuellement conclus par ces sociétés adhérentes pour ou avec leurs personnels.

Le Conseil de Surveillance du Fonds est composé de :

- Deux salariés porteurs de parts représentant les porteurs de parts salariés ou anciens salariés des Groupes EDF et Gaz de France, désignés par chacune des organisations syndicales représentatives au plan national des personnels de ces groupes, soit 12 membres. Ces membres représentent également les porteurs de parts salariés et anciens salariés des entreprises adhérentes autres qu'EDF ou Gaz de France et leurs filiales ; ils sont alors mandatés par le Comité d'Entreprise, à défaut par les Délégués du Personnel de la société concernée ou, dans le cas des entreprises dépourvues de représentation syndicale, par chaque porteur de part.
- Deux représentants pour chacun des Groupes EGF et Gaz de France désignés par leur direction respective. Pour les entreprises adhérentes autres qu'EDF ou Gaz de France et leurs filiales, un de ces représentants est désigné comme mandataire par la direction de l'entreprise concernée.

Orientation de gestion du FCPE

Classification Le Fonds EGEPARGNE SECURITE est classé dans la catégorie «monétaire euro».

Objectif de gestion et stratégie d'investissement : L'objectif de gestion du fonds vise à obtenir, sur la période conseillée, une progression régulière de la valeur liquidative, étroitement corrélée à l'évolution de l'EONIA capitalisé.

Pour réaliser son objectif de gestion, la stratégie du fonds consiste à sélectionner des émetteurs en obligations et titres de créances négociables appartenant à l'univers des signatures de catégorie « Investment Grade ».

La catégorie « Investment Grade » regroupe des signatures notées au moins BBB- chez Standard & Poor's et Baa3 chez Moody's.

Ces émetteurs appartiennent aux pays de l'OCDE. Dans le cas d'émissions libellées dans une devise autre que l'euro, le risque de change est systématiquement couvert.

La sensibilité globale du portefeuille ne peut excéder une fourchette de sensibilité comprise entre [0 ; +0,5].

EGEPARGNE SECURITE

Profil de risque :

- **Risque de crédit :** oui
Il représente la possibilité pour un émetteur de voir sa marge de rémunération par rapport à une obligation d'Etat de même maturité s'écarter significativement, notamment en cas de dégradation de sa notation, voire faire défaut. L'occurrence de ce type d'événements pourrait avoir un impact sur la performance du fonds.
- **Risque de taux et de marché :** oui, faible
Le Fonds est géré au sein d'une fourchette de sensibilité comprise entre [0 ; 0,5]. En cas de hausse des taux d'intérêt, la valeur liquidative du fonds peut baisser.
- **Risque de perte en capital :** oui, faible
Le fonds n'offre aucune garantie de performance ou de capital.
De ce fait, le capital initialement investi peut ne pas être entièrement restitué.
- **Risque de change :** non

Durée de placement recommandée :

Une semaine à trois mois mais le fonds est soumis à un délai d'indisponibilité de 5 ans.

Composition de l'OPCVM :

L'actif est investi et/ou exposé en instruments obligataires et monétaires de maturité courte :

Le fonds est investi en titres de créances publics et privés dont les émetteurs appartiennent aux pays de l'OCDE.

Peuvent entrer dans ces 100 % les OPCVM à vocation générale classés « monétaire euro » et/ou « obligations et autres titres de créances libellés en euro ».

Les titres de créances libellés dans une devise autre que l'euro feront l'objet d'une couverture systématique du risque de change.

Le fonds pourra en particulier investir dans les instruments monétaires suivants : Certificat de dépôts, billets de trésorerie, BMTN, BTF, BTAN, Euro commercial Paper.

Le fonds pourra également investir sur les instruments obligataires suivants : Emprunts d'Etat ou garantis par l'Etat, emprunts d'émetteurs supra-nationaux, Obligations d'émetteurs privés.

Par ailleurs et à titre accessoire, le fonds peut effectuer des opérations de prise et mise en pension, des prêts/emprunts de titres et effectuer des emprunts d'espèces dans le but de gérer ses liquidités et de façon plus générale de poursuivre son objectif de gestion.

Intervention sur les marchés à terme

Le FCPE pourra intervenir sur des instruments financiers à terme négociés sur des marchés réglementés français et internationaux (arrêté du 6 Septembre 1989 modifié par arrêté du 24 Novembre 1999) et effectuer des opérations autorisées de gré à gré dans la limite d'une fois l'actif. Dans ce cadre, le gérant pourra prendre des positions en vue d'exposer le FCPE à des titres, des taux, des devises ou des indices afin de couvrir le portefeuille et/ou de réaliser l'objectif de gestion.

Fonctionnement du FCPE

Périodicité de calcul de la valeur liquidative :

Hebdomadaire (le vendredi) ainsi que le dernier jour boursier du mois à l'exclusion des jours fériés légaux en France, de fermeture de la bourse de Paris ou d'interruption exceptionnelle des marchés. Si le jour de valorisation est un jour férié légal en France et/ou un jour de fermeture de la Bourse de Paris, l'évaluation se fera sur le cours de la première séance de Bourse qui suivra.

Lieu et mode de publication de la valeur liquidative:

La valeur liquidative est transmise à l'Autorité des Marchés Financiers le jour de sa détermination.
Affichage dans les locaux de l'entreprise et de ses établissements.
NATEXIS INTEREPARGNE – 68/76 quai de la Rapée – 75606 PARIS CEDEX 12/ Tel : 0 892 707 921.
Répondeurs des entreprises : 01.43.69.04.04 et 01.47.54.37.37.
Minitel : 3615 egepargne
Internet : www.egepargne.com

La composition de l'actif du FCPE est publiée chaque semestre :

La société de gestion communique ces informations au conseil de surveillance et à l'entreprise auprès desquels tout porteur peut en faire la demande.
Chaque année, la société de gestion adresse à l'entreprise un rapport annuel de gestion. Il peut être remplacé par un rapport simplifié en accord avec le conseil de surveillance et doit être remis à tout porteur de parts qui en fait la demande

| | |
|---|--|
| Etablissement chargé de recevoir les souscriptions et les rachats : | Agence EGEARGNE – 14047 CAEN CEDEX 4 Souscriptions : reçues chez le dépositaire, par l'intermédiaire de l'entreprise (intéressement) ou du teneur de comptes des porteurs de parts, le jour ouvré précédent le jour de calcul de la valeur liquidative, avant 12 heures. Rachats : reçus chez le dépositaire, par l'intermédiaire du teneur de comptes des porteurs de parts, le jour ouvré précédent le jour de calcul de la valeur liquidative, avant 12 heures. |
| Modalités de souscription et de rachat : | |
| Apports et retraits : | numéraire |
| Mode d'exécution : | prochaine valeur liquidative |
| Commission de souscription maximale : | Néant. |
| Commission de rachat maximale : | Néant. |
| Commission d'arbitrage : | Néant. |
| Frais de fonctionnement et de gestion : | <i>Frais de gestion</i> : 0,29% TTC l'an maximum de la moyenne des actifs gérés, hors OPCVM en portefeuille. Ces frais sont à la charge de l'entreprise. <i>Honoraires du contrôleur légal des comptes</i> : maximum 0,010 % TTC de l'actif net par an. Ces frais sont à la charge du Fonds. |
| Commissions de surperformance | Néant |
| Commissions de mouvement : | De 10 à 50 € par transaction selon le type d'opération. |
| Frais de gestion indirects : | Le fonds n'investira pas dans des OPCVM dont les frais de gestion seront supérieurs à 0,50 % TTC maximum de l'actif net par an. |
| Affectation des revenus du fonds : | FCPE de capitalisation (les revenus sont réinvestis dans le fonds). |
| Frais de tenue de comptes individuels : | A la charge de l'entreprise (y compris pour les porteurs de parts ayant quitté l'entreprise, les retraités ou pré retraités). |
| Délai d'indisponibilité : | 5 ans |
| Disponibilité des parts : | – 1 ^{er} jour du 4 ^{ème} mois (participation avec ou sans PEE) ; – Dernier jour du 6 ^{ème} mois (PEE). |
| Modalités de remboursements anticipés et quinquennaux : | Les demandes de remboursement, accompagnées de pièces justificatives en cas de déblocage anticipé, doivent être adressées par écrit à l'établissement teneur de comptes, avec l'indication du nombre de parts dont le paiement est demandé. Le paiement est effectué dans un délai n'excédant pas 15 jours après l'établissement de la valeur liquidative suivant la réception de la demande de rachat. |
| Valeur liquidative d'origine : | 15,24 euros le 5 janvier 1993. |

Nom et adresse des intervenants :

| | |
|--|--|
| Société de gestion : | CPR ASSET MANAGEMENT 10, place des Cinq Martyrs du Lycée Buffon 75015 Paris |
| Gestionnaire comptable par délégation | CACEIS FASTNET 1 place Valhubert - 75013 paris |
| Dépositaire : | CACEIS BANK 1-3, place Valhubert - 75013 PARIS |
| Contrôleur légal des comptes : | Cabinet MAZARS et GUERARD Le VINCI - 4 allée de l'Arche - 92075 LA DEFENSE CEDEX. |
| Teneur de comptes conservateur des parts : | NATEXIS INTEREPARGNE Avenue du Maréchal Montgomery - 14029 CAEN CEDEX |

*À la clôture de chaque exercice, la société de gestion rédige le rapport annuel du FCPE.
Le rapport annuel est adressé dans un délai d'une semaine sur simple demande écrite du porteur auprès de :*

CPR Asset Management
10, place des Cinq Martyrs du Lycée Buffon - 75015 PARIS
Fax : 01.53.15.70.70 / Site internet : www.cpr-am.fr

La société de gestion tient à la disposition des porteurs de parts le document intitulé « politique de vote » et le rapport rendant compte des conditions dans lesquelles la société de gestion a exercé ses droits de vote est intégré dans le rapport annuel du FCPE.

Date d'agrément du FCPE par la Commission des Opérations de Bourse : 4/12/92.

Mise à jour de la notice : 16 novembre 2006

La présente notice doit être remise au salarié préalablement à toute souscription.

NOTICE D'INFORMATION

du fonds commun de placement d'entreprise : EGEPARGNE CROISSANCE

N° Code AMF : 99 0000 068749

Compartment
Nourricier

☐ oui
☐ oui

☐ non
☐ non

Un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) est un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), c'est à dire un produit d'épargne qui permet à plusieurs investisseurs de détenir en commun un portefeuille de valeurs mobilières. Le FCPE est réservé aux salariés des entreprises et destiné à recevoir et à investir leur épargne salariale. Il est géré par une société de gestion.

La gestion du FCPE est contrôlée par un conseil de surveillance composé de représentants des porteurs de parts et de représentants de l'entreprise. Ce conseil a notamment pour fonction d'examiner le rapport de gestion et les comptes annuels de l'OPCVM, d'examiner la gestion financière, administrative et comptable de l'OPCVM, d'exercer les droits de vote attachés aux titres de capital détenus dans le portefeuille, de décider des opérations de fusion, scission ou liquidation et de donner son accord préalable aux modifications du règlement du FCPE, dans les conditions prévues par le règlement. Le conseil de surveillance d'un FCPE adopte en outre un rapport annuel mis à la disposition de chaque porteur de parts.

**L'adhésion au présent FCPE emporte acceptation des dispositions contenues dans son règlement.
Le souscripteur peut obtenir, sans frais, communication du règlement
du FCPE «EGEPARGNE CROISSANCE»
sur simple demande auprès de AXA INVESTMENT MANAGERS PARIS.**

Le FCPE « EGEARGNE CROISSANCE » est un :
- Fonds multi entreprises.

Le fonds est régi par les dispositions de l'article L. 214-39 du Code monétaire et financier.

Créé pour l'application :

- des divers Plans d'Epargne d'Entreprise des Entreprises ELECTRICITE DE FRANCE et GAZ DE FRANCE ainsi que de toute entreprise filiale;
- des divers accords de participation des filiales.

Le conseil de surveillance du fonds est composé de :

- deux salariés porteurs de parts représentant les porteurs de parts salariés ou anciens salariés des Groupes EDF et Gaz de France, désignés par chacune des organisations syndicales représentatives au plan national des personnels de ces groupes, soit 12 membres ; ces membres représentent également les porteurs de parts salariés et anciens salariés des entreprises adhérentes autres qu'EDF ou Gaz de France et leurs filiales ; ils sont alors mandatés par le Comité d'Entreprise, à défaut par les Délégués du Personnel de la société concernée ou, dans le cas des entreprises dépourvues de représentation syndicale, par chaque porteur de parts ;
- deux représentants pour chacun des Groupes EDF et Gaz de France désignés par leur direction respective ; pour les entreprises adhérentes autres qu'EDF ou Gaz de France et leurs filiales, un de ces représentants est désigné comme mandataire par la direction de l'entreprise concernée.

Orientation de gestion du fonds :

Le FCPE " EGEARGNE CROISSANCE " est classé dans la catégorie
" FCPE ACTIONS DE PAYS DE LA ZONE EURO "

A ce titre le FCPE est en permanence investi et/ou exposé à hauteur de 60 % au moins sur un ou plusieurs marchés des actions émises dans un ou plusieurs pays de la zone euro, dont, éventuellement, le marché français.

Objectif de gestion et stratégie d'investissement

Le fonds a pour objectif de gestion la recherche de performance par une exposition, essentiellement sur les marchés actions européens de petite ou moyenne capitalisation ; ces sociétés satisfaisant à des critères liés à la politique sociale.

La stratégie d'investissement consistera à s'exposer aux marchés actions européens en sélectionnant discrétionnairement des entreprises alliant rentabilité financière et qualité de la politique sociale.

La gestion du fonds reposera sur la sélection d'entreprises alliant perspective de bonne performance financière et respect de critères sociaux représentatifs des politiques de ressources humaines des entreprises tels que création d'emplois, politique salariale, dépenses de formation, taux de précarité de l'emploi...

Profil de risque :

Le profil de risque de l'OPCVM est adapté à un horizon d'investissement supérieur à 5 ans. La valeur des actifs de l'OPCVM est soumise aux fluctuations des marchés et peut varier fortement (en fonction des conditions politiques, économiques et boursières, ou de la situation spécifique des émetteurs).

Les principaux risques auxquels le souscripteur est exposé sont les suivants :

- Risque de perte en capital : l'investisseur est averti que son capital investi (déduction faite des commissions de souscription) peut ne pas lui être totalement restitué, le Fonds ne bénéficiant d'aucune garantie de capital.

- Risque lié à la gestion discrétionnaire : le style de gestion discrétionnaire repose sur l'anticipation de l'évolution des marchés actions. La performance du FCPE dépendant des investissements privilégiés par le gérant, il existe un risque que le Fonds ne soit pas investi à tout moment sur les marchés les plus performants.

- Risque actions : le Fonds est en permanence exposé au risque actions pour la majeure partie de ses actifs. L'attention des porteurs de parts est appelée sur le fait que l'évolution de la valeur liquidative du Fonds est étroitement liée à l'évolution des marchés actions. Une baisse des marchés actions peut donc entraîner une baisse significative de la valeur liquidative du Fonds.

Composition de l'OPCVM :

Le Fonds pourra être investi entre 60 à 80 % en actions (dont 0 à 10 % en FCPR/FCPI) et entre 20 à 40 % en produits de taux (obligations, monétaire).

Le Fonds pourra investir dans d'autres OPCVM, dans la limite de 50% de l'actif du Fonds et dans la mesure où ces OPCVM respectent l'orientation de gestion du FCPE.

Titres et instruments utilisés :

Principalement valeurs mobilières françaises et étrangères (actions, obligations et valeurs assimilées), TCN, parts ou actions d'OPCVM coordonnées.

Parts ou actions de FCPR et/ou de FCPI dans la limite de 10 % du total de l'actif net du FCPE.

Opérations d'échange de taux d'intérêt ou de devises (swaps).

Marchés à terme d'instruments financiers français et étrangers dans un but de protection des actifs, conformément à la réglementation des FCPE.

Emprunts de titres : 10 % maximum de l'actif du fonds.

Prêts de titres : 15 % maximum de l'actif du fonds.

Emprunts en espèces : 10 % maximum de l'actif du fonds.

Bons de souscription, bons de caisse, billets hypothécaires, billets à ordre, OPCVM non coordonnés (dont fonds communs d'intervention sur les marchés à terme, fonds communs de placement à risque, OPCVM allégés) et valeurs mobilières non cotées dans la limite de 10 % de l'actif du fonds.

Interventions sur les marchés à terme et optionnels dans un but de protection du portefeuille : oui (marchés à terme des instruments financiers français (MATIF) et étrangers, conformément à la réglementation en vigueur, marchés d'options (MONEP), indicieux et dérivés.

Mécanisme destiné à assurer la liquidité des titres non cotés dits de l'entreprise :

Sans objet.

Fonctionnement du fonds :

- La valeur liquidative est calculée en divisant l'actif net du fonds par le nombre de parts émises. Elle est calculée sur les cours de bourse de clôture de chaque vendredi ainsi que sur les cours de bourse de clôture du dernier jour boursier de chaque mois du marché de Paris, à l'exception des jours fériés légaux en France.

En l'absence de cotation le vendredi, où si le vendredi correspond à un jour férié légal en France, l'évaluation se fera sur les cours de la première séance qui suivra.

- Lieu et mode de publication de la valeur liquidative : auprès de **NATEXIS EPARGNE ENTREPRISE**

68-76, quai de la Râpée, 75606 PARIS CEDEX 12 - Tél. : 0 892 707 921 (0,34 € / mn)

Répondeurs des entreprises : 01 43 69 04 04 et 01 47 54 37 37

Minitel : 3615 egepargne Internet : www.egepargne.com

- La composition de l'actif du fonds est publiée chaque semestre : information communiquée au Conseil de Surveillance et aux entreprises.

- Un rapport annuel est par ailleurs adressé aux entreprises et aux membres du Conseil de Surveillance.

Il peut être, en accord avec le Conseil de Surveillance, remplacé par un rapport simplifié mentionnant que le rapport annuel est à la disposition de tout salarié qui en fait la demande.

- Etablissement chargé des souscriptions et des rachats de parts :

Agence EGEPARGNE, 14047 CAEN CEDEX 4

Modalités de souscription et de rachat :

- | | |
|---|--|
| • apports et retraits : | en numéraire |
| • mode d'exécution : | prochaine valeur liquidative |
| • commission de souscription à l'entrée : | <ul style="list-style-type: none">- 0,10 % du montant des versements - prise en charge par l'Entreprise et prélevée par la société de gestion à titre de rémunération de ses services- 0,25 % du montant du versement, à la charge du porteur de parts, en cas de souscription issue de transferts individuels – acquis au fonds. |
| • commission de rachat à la sortie : | - néant. |
| • commission d'arbitrage : | une commission forfaitaire s'élevant à 2,28 € par opération sera en outre prélevée en cas de transfert ; acquise au Teneur de comptes. |

Frais de fonctionnement et de gestion du fonds

1. Les frais de fonctionnement et de gestion à la charge du fonds :

Les honoraires du contrôleur légal des comptes qui s'élèvent à un montant maximum de 0,01 % TTC de l'actif net, sont à la charge du Fonds. .

2. Les frais de fonctionnement et de gestion à la charge de l'Entreprise

La commission annuelle de gestion, hors honoraires du Contrôleur légal des comptes est calculée sur une base dégressive selon le barème suivant (minimum 0,15 % TTC / maximum 0,35 % TTC l'an de l'actif net) :

- tranche de 0 à 38 112 254,31 euros (soit l'équivalent de 250 MF) : 0,35 % TTC,
- tranche de 38 112 254,31 euros (soit l'équivalent de 250 MF) à 76 224 508,62 euros (soit l'équivalent de 500 MF) : 0,30 % TTC,
- tranche de 76 224 508,62 euros (soit l'équivalent de 500 MF) à 114 336 762,93 euros (soit l'équivalent de 750 MF) : 0,25 % TTC,
- tranche de 114 336 762,93 euros (soit l'équivalent de 750 MF) à 152 449 017,24 euros (soit l'équivalent de 1000 MF) : 0,20 % TTC,
- tranche au-delà de 152 449 017,24 euros (soit l'équivalent de 1 000 MF) : 0,15 % TTC.

Cette commission est à la charge de chaque Entreprise.

Lorsque les actifs du fonds comprennent des actions de SICAV ou des parts de FCP gérés par la société de gestion ou l'une des sociétés de gestion du Groupe AXA, celles-ci ne sont pas prises en compte dans les actifs servant de base de calcul des frais de gestion.

Les commissions de gestion sont perçus mensuellement.

3. Les frais de transaction :

Les courtages, commissions et frais afférents aux achats de titres introduits dans le portefeuille collectif au moyen des sommes versées par les salariés et majorées de l'abondement sont prise en charge par l'Entreprise.

Les courtages, commissions et frais afférents aux ventes de titres compris dans le portefeuille collectif, ainsi qu'aux acquisitions de titres effectuées au moyen de sommes provenant, soit de la vente ou du remboursement de titres, soit des revenus des avoirs compris dans le fonds, sont prélevés sur les-dits avoirs et viennent en déduction des liquidités du fonds.

4. Frais de gestion indirects

prélevés sur les OPCVM sous-jacents :

- commissions de gestion indirectes : 2,50 % TTC l'an maximum ;

le cas échéant, une commission de performance, calculée suivant la méthode indiquée sur le prospectus complet de l'OPCVM concerné, sera prélevée ;

- commissions de souscription indirectes : néant

- commissions de rachat indirectes : néant.

| | |
|--|--------------------------------|
| Affectation des revenus du fonds : | - réinvestis dans le fonds. |
| Frais de tenue de comptes conservation : | - à la charge des entreprises. |

| | |
|---------------------------|---|
| Délai d'indisponibilité : | 5 ans |
| Disponibilité des parts : | 1 ^{er} jour du 4 ^{ème} mois (participation seule ou avec PEE) dernier jour du 6 ^{ème} mois (PEE seul) |

- Modalités de demande de remboursements anticipés et quinquennaux :

les demandes de remboursement doivent être adressées au Teneur de compte conservateur de parts ; elles sont exécutées sur la base de la valeur liquidative suivant la réception de la demande de rachat (les demandes doivent parvenir avant 12 heures, le jour de bourse correspondant au jour de calcul de la valeur liquidative - toute demande parvenue après cette heure limite sera exécutée sur la base de la valeur liquidative suivante).

- Rachat à cours limité (valeur plancher) : Les porteurs de parts peuvent fixer une valeur liquidative plancher pour l'exécution de leur demande de rachat. Si cette valeur liquidative plancher n'est pas atteinte, la demande de rachat n'est pas exécutée. La demande sera exécutée sur la base de la première valeur liquidative, au moins égale à la valeur plancher, calculée dans un délai maximum de six mois à compter de la réception de la demande de rachat par le Teneur de comptes conservateur. Au delà de cette période de six mois, la demande de rachat, pour être exécutée, devra être renouvelée.

- Valeur de la part ou de l'action à la constitution du fonds : 100 FF, soit l'équivalent de 15,24 €.

Nom et adresse des intervenants :

- **Société de gestion : AXA INVESTMENT MANAGERS**
PARIS

Cœur Défense Tour B La Défense 4 - 100, esplanade du Général de Gaulle - 92932 PARIS LA DEFENSE CEDEX

- **Délégation de gestion comptable :**

STATE STREET BANQUE SA

Cœur Défense Tour B La Défense 4 - 100, esplanade du Général de Gaulle - 92932 PARIS LA DEFENSE CEDEX

- **Dépositaire : BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES**

3, rue d'Antin - 75002 PARIS

- **Commissaire aux comptes : MAZARS & GUERARD**

Tour Le Vinci - 4 allée de l'Arche - 92075 PARIS LA DEFENSE

- Teneur de comptes conservateur des parts :
NATEXIS INTEREPARGNE
Avenue du Maréchal Montgomery 14029 CAEN CEDEX

- Ce FCPE a été agréé par la Commission des opérations de bourse le 28 novembre 1997.
- Date de la dernière mise à jour de la notice : 9 Août 2006

La présente notice d'information ainsi doit être remise aux porteurs préalablement à toute souscription.

A la clôture de chaque exercice, la Société de Gestion rédige le rapport annuel du FCPE. Un exemplaire du rapport annuel - qui peut être, en accord avec le Conseil de Surveillance, remplacé par un rapport simplifié - est à la disposition de tout porteur de parts qui en fait la demande auprès du Conseil de Surveillance, du comité d'entreprise ou de l'Entreprise.